

International

MIDTERMS 2018 : POUR LES DÉMOCRATES, BEAUCOUP DE MOYENS POUR... RIEN ?

Renan-Abhinav Moog

12/11/2018

Les élections de mi-mandat du 6 novembre 2018 ont donné au Parti démocrate la majorité à la Chambre des représentants mais ont laissé les républicains maîtres du Sénat. Qui a gagné ? Y a-t-il un perdant ? Renan-Abhinav Moog analyse l'ensemble des résultats et en propose une lecture politique globale.

La soirée électorale avait plutôt bien commencé pour les démocrates, sur CNN. Bien sûr, les premiers résultats dans l'Indiana donnaient leur sortant Joe Donnelly à moins de 40% face à son challenger républicain, Mike Braun, mais ils étaient issus de zones rurales. En Floride, le sénateur sortant Bill Nelson et le candidat démocrate au poste de gouverneur Andrew Gillum faisaient la course en tête. Très vite, la réélection de Bernie Sanders dans le Vermont et celle de Tim Kaine en Virginie sont annoncées. Sans surprise.

Un peu avant 2 heures du matin, premier *pick up* (prise) démocrate d'un district à la Chambre, le 10^e de Virginie, où la sortante Barbara Comstock est battue, dans un district qui avait préféré Hillary Clinton à Donald Trump deux ans plus tôt. Mais Joe Donnelly est toujours largement distancé dans l'Indiana. Les premiers résultats provenant de l'Ohio sont bons : dans un État qui n'avait accordé que 37% de ses suffrages à Hillary Clinton en 2016, le sénateur sortant Sherrod Brown est en tête, de même que le candidat démocrate au poste de gouverneur, Richard Cordray. Bill Nelson et Andrew Gillum sont toujours en tête en Floride, avec une avance plutôt confortable de 2 points. Tout est pour l'instant conforme aux sondages. Sauf dans l'Indiana.

Peu après 2h, sept sortants démocrates sont déclarés réélus : Sherrod Brown dans l'Ohio, Elizabeth Warren dans le Massachusetts, Ben Cardin dans le Maryland, Tom Carper dans le Delaware, Chris Murphy dans le Connecticut, Sheldon Whitehouse dans le Rhode Island, ainsi que Bob Menendez dans le New Jersey, qui semblait aborder le scrutin particulièrement affaibli.

Dix minutes plus tard, les premiers résultats venant du Texas faisaient l'effet d'une bombe : Beto

O'Rourke obtenait 66% des voix contre 34% au sortant Ted Cruz. Aucun démocrate ne l'a emporté au Texas depuis Loyd Bentsen en 1988 (pour le Sénat) et Ann Richards en 1990 (pour le poste de gouverneur). Ces chiffres, même s'ils ne se concrétisent pas à l'issue de la soirée électorale, sont déjà un succès important. Mais pas pour les démocrates. Ils constituent un succès pour Beto O'Rourke et son incroyable campagne.

À 2h21, les deux premiers résultats des élections pour les gouverneurs arrivent : les démocrates conservent la Pennsylvanie, les républicains le Massachusetts. Ces résultats sont très vite suivis par le deuxième *pick up* démocrate, dans le 27^e district de Floride dont la sortante, Ileana Ros-Lehtinen, ne se représentait pas, après avoir été élue depuis 1989.

Et Joe Donnelly est toujours distancé de 15 points dans l'Indiana. Les candidats républicains sont désormais en tête dans les deux scrutins de Floride. Et les premiers résultats venant du Missouri et du Tennessee donnent les candidats GOP (*Grand Old Party*, Parti républicain) très largement majoritaires face à Claire McCaskill et Phil Bredesen.

Mais Beto O'Rourke est toujours en tête au Texas, alors qu'importe.

Bilan des *midterms* au Sénat, à la Chambre et pour les postes de gouverneurs

Nous pourrions continuer ainsi à égrainer les signaux d'une vague rouge au Sénat, qui se sont multipliés lors de cette soirée électorale et qui étaient aussi présents en amont, largement ignorés par les sondeurs, les sites spécialisés dans les élections américaines et les médias. L'Amérique de Donald Trump est restée très mobilisée lors de ces *midterms*. Et comme en 2016, la très forte participation a profité aux républicains. Si les démocrates se sont largement mobilisés, les républicains les ont surpassés.

C'est exactement ce qui s'est produit il y a deux ans, notamment en Floride, en Caroline du Nord, dans l'Ohio, en Pennsylvanie, dans le Michigan, le Wisconsin et l'Arizona. Alors que les sondeurs donnaient Hillary Clinton majoritaire dans tous ces États, que tous les observateurs voyaient dans la forte participation (par vote anticipé et à l'urne) un signe évident de la mobilisation contre Donald Trump, les résultats ont été tout autres.

Les démocrates ont perdu au moins trois sièges au Sénat : dans le Missouri, où Claire McCaskill accuse six points de retard sur Josh Hawley ; dans le Dakota du Nord où Heidi Heitkamp est défaite de près de 11 points par Kevin Cramer : dans l'Indiana, où Joe Donnelly plafonne à 45,1% face aux

51% de Mike Braun.

En Floride, où Bill Nelson s'est incliné avec 49,8% face à Rick Scott, après trois mandats, la loi oblige un recompte manuel des voix si l'écart est inférieur à 0,5 point. Il n'a cessé de se réduire depuis le soir des élections, et n'est désormais que de 0,2 point. Aucun vainqueur n'a pour l'instant été proclamé. Les deux candidats ont lancé un appel aux dons pour financer le recomptage des bulletins.

Dans le Montana, Jon Tester a dû attendre jusqu'au 8 novembre 2018 avant d'être proclamé réélu. Il est le seul démocrate en danger à avoir sauvé son siège.

Jusqu'au 9 novembre, l'on pensait que les démocrates n'avaient remporté qu'un siège sur le GOP, avec la victoire de Jacky Rosen sur le sortant Dean Heller dans le Nevada, État remporté par Clinton en 2016. Finalement, Kyrsten Sinema émerge en tête du dépouillement dans l'Arizona depuis peu. Elle obtient 49,6% des voix face à 48,1% à la républicaine Martha McSally, mais n'a toujours pas été proclamée élue.

Beto O'Rourke a réussi une percée au Texas, en ne perdant qu'avec 48,3% contre 50,9% à Ted Cruz. Il a ainsi amélioré de près de huit points le score de Paul Sadler en 2012.

Malgré l'aura conférée par son statut d'ancien gouverneur populaire, Phil Bredesen n'a pas pu dépasser 44% dans le Tennessee. Ce scrutin était décisif. D'une part, cet État n'a pas élu de sénateur démocrate depuis 1994 (mais avait failli le faire en 2006 lors du retrait du sortant Bill Frist), d'autre part, par sa similarité avec son voisin, le Kentucky, il constituait un bon aperçu de ce qui pourrait s'y produire dans deux ans, lors du retrait ou de la campagne de réélection de Mitch McConnell, *majority leader* au Sénat et élu depuis 1984.

Le Tennessee ayant été compétitif en 2006, c'est-à-dire il y a seulement douze ans, et les sondages donnant l'impression d'un *toss up* (très incertain) cette année, une percée démocrate dans le Tennessee aurait été un signe prometteur pour novembre 2020. La dernière élection sénatoriale compétitive dans le Kentucky remonte à 2004, lors de la réélection de Jim Bunnings. Les minces espoirs de conquête démocrate semblent désormais évaporés. Et avec eux, leurs ambitions de conquérir le Sénat.

Au niveau des postes de gouverneurs – clés en matière de redécoupage des circonscriptions qui aura lieu à partir de 2020, suite au recensement décennal, le nouveau découpage étant valable jusqu'en 2030 – les démocrates ont eu plus de succès, des surprises mais aussi quelques déconvenues. Ils ont gagné dans le Maine, le Michigan, le Wisconsin, l'Illinois, le Nouveau Mexique et

le Nevada. Ils ont toutefois échoué en Floride, en Géorgie et, surtout, dans l'Iowa et l'Ohio. Ils ne perdent aucun siège, malgré une succession serrée dans le Connecticut. Enfin, ils créent la surprise en gagnant au Kansas, un État particulièrement conservateur, qui n'a par exemple plus élu de sénateur démocrate depuis... 1932. Malgré la candidature de Mark Begich, sénateur de l'État entre 2008 et 2014 (battu lors des *midterms*), soutenu par le gouverneur sortant indépendant, les démocrates ne sont pas parvenus à conquérir le poste de gouverneur de l'Alaska.

Leurs trois autres défaites sont sans aucun doute plus lourdes de conséquences que leurs victoires. La Floride et l'Iowa sont deux États remportés par Trump en 2016. La Floride, avec ses 29 grands électeurs, est une étape fondamentale dans la course pour le collège électoral, où la majorité est à 270. L'Iowa passait jusqu'à récemment pour un fief démocrate. Ils y ont perdu les deux sièges de sénateur en 1980 et en 2014, et espèrent en reconquérir un en 2020. Espéraient, devrait-on désormais dire.

Enfin, l'Ohio, bien qu'en recul démographique, pèse encore 18 grands électeurs – c'est le septième État en termes de nombre de grands électeurs, derrière la Californie (55), le Texas (38), New York et la Floride (*ex aequo* à 29), la Pennsylvanie et l'Illinois (*ex aequo* à 20). Il a la réputation de toujours choisir le vainqueur du scrutin présidentiel. Clinton y a particulièrement contre-performé en 2016.

Leurs doubles victoires (Sénat et gouverneur) dans le Michigan, le Wisconsin et la Pennsylvanie, ainsi que leur victoire sénatoriale dans l'Ohio, sont à mettre en perspective avec les scores obtenus par Trump dans ces mêmes États il y a deux ans. Seule Tammy Baldwin le dépasse dans le Wisconsin, tous les autres vainqueurs démocrates obtiennent moins de voix. Donc ces victoires ne menacent pas la réélection de Donald Trump, d'autant plus que le président s'est beaucoup investi en Géorgie, dans l'Indiana, en Floride, dans le Missouri et le Dakota du Nord et assez peu dans la *Rust Belt*. Il est évident que la situation sera bien différente dans deux ans, et que Donald Trump mettra l'accent sur la *Rust Belt* en espérant conquérir le Minnesota, qui lui avait échappé de peu en 2016.

États		DEM 2018 (Sénat)	DEM 2018 (gouverneur)
Michigan	2 279 543 (47,5%)	2 098 704 (51,7%)	2 097 543 (53,2%)
Ohio	2 841 005 (51,7%)	2 286 730 (53,2%)	2 005 627 (46,4%)

États		DEM 2018 (Sénat)	DEM 2018 (gouverneur)
Pennsylvanie	2 970 733 (48,2%)	2 682 343 (55,6%)	2 784 645 (57,6%)
Wisconsin	1 405 284 (47,2%)	1 471 517 (55,4%)	1 324 322 (49,6%)

Les résultats de la Chambre ne nous sont pas encore tous parvenus. Au 12 novembre 2018 matin, les démocrates y ont pris le contrôle, en remportant 227 sièges, contre 198 au GOP. Il reste 10 sièges en suspens, mais qui ne changeront pas la majorité.

Quatre penchent vers les démocrates ; il s'agit du 10^e district de Californie, du 4^e de l'Utah, du 3^e du New Jersey et du 22^e de New York. Six autres penchent en faveur des républicains : les 39^e et 45^e districts de Californie, le 23^e du Texas, le 27^e de New York, le 7^e de Géorgie et le 2nd du Maine.

Au maximum, les démocrates auront 231 sièges à la Chambre jusqu'en janvier 2021, soit un gain de 38 sièges par rapport à 2016. En 2010, ils en avaient perdu 63, en pleine vague rouge. Aussi, une réélection de Donald Trump en 2020 risque de leur faire de nouveau perdre le contrôle de la Chambre.

Perspectives pour 2020

Malgré ce que ne cessent de répéter les médias, la soirée électorale n'est pas un succès pour les démocrates. Certes, ils ont repris le contrôle de la Chambre mais leur majorité est fragile, et ne résistera pas à une vague pro-Trump en novembre 2020. Quatre de leurs sortants ont mordu la poussière au Sénat. Là encore, les sondeurs et les médias se sont largement trompés : seules les défaites de Heidi Heitkamp et de Claire McCaskill avaient été mesurées. Mais ils continuaient à croire au miracle, à la « vague bleue ».

Force est de constater que la vague bleue s'est brisée sur le « mur rouge ». Surtout, ces victoires démocrates ne sont qu'un signe supplémentaire du mal démocrate : il est devenu un parti urbain, incapable de s'imposer hors des zones urbaines ou péri-urbaines (la majorité des districts conquis le 6 novembre 2018 sont urbains ou péri-urbains). C'est pour cette raison que, malgré l'impopularité de Donald Trump (entre 39 et 44% de popularité au niveau national, selon les sources), malgré la mobilisation démocrate, ils échouent à reconquérir le terrain lâché en 2016 – en réalité, dès 2010.

De plus, dans un État aussi polarisé que les États-Unis, baser ses analyses sur un taux de popularité

national n'a aucun intérêt. C'est en cela que tous les analystes se sont trompés en prédisant une vague bleue. Donald Trump est encore populaire dans ses fiefs. Les démocrates sortants qui y étaient élus ne pouvaient que perdre. C'est ce qui s'est produit dans la plupart des cas. Or, quand on s'intéressait à l'évolution du taux de popularité de Trump dans chaque État, on pouvait s'apercevoir qu'après une baisse entre janvier 2017 et août 2018, il remontait, notamment dans les États clés comme le Dakota, le Missouri ou l'Indiana.

Être majoritaire dans les zones urbaines très peuplées permet effectivement d'être majoritaire en voix sur le plan national. C'est ce qui s'est produit hier, tant pour le Sénat (45 140 439 voix contre 33 075 738 voix aux républicains), pour la Chambre (50 742 408 voix contre 46 830 774 au GOP), que pour les gouverneurs (40 689 286 voix contre 39 969 172 aux républicains). Mais pour gagner un scrutin présidentiel ou une majorité au Sénat, gagner largement dans peu d'États très peuplés ne sert strictement à rien (du moins aux États-Unis). Il faut être capable de gagner, même modestement, dans une majorité d'États.

Et c'est justement cela que les démocrates semblent, depuis 2014, incapables de réaliser. Sur la base des scrutins de 2008 et 2012, on pouvait classer les 50 États en « bleu », « violet » et « rouge ». Les bleus étant ceux qui devraient théoriquement élire deux sénateurs démocrates, les rouges, deux républicains, et les violets, un de chaque. Sur cette base, on pouvait dénombrer 26 États bleus contre seulement 22 rouges et 2 violets. Les démocrates devaient donc en théorie s'appuyer sur 52 sièges au Sénat.

Toutefois, entre décembre 2017 et novembre 2018, la répartition était de 51 sénateurs républicains contre seulement 49 démocrates. Surtout, il y avait une réelle dichotomie, au niveau des États violets, entre la répartition théorique et pratique. Cela se faisait aussi bien au bénéfice des démocrates (5 sièges dans des États rouges : Montana, Dakota du Nord, Missouri, Virginie occidentale et Alabama) que des républicains (7 sièges dans des États bleus : Nevada, Colorado, Wisconsin, Ohio, Pennsylvanie, Maine et Floride). Enfin, au niveau des États violets, les démocrates avaient, depuis 2014, un siège de retard, avec la défaite de Kay Hagan en Caroline du Nord.

Soit 52 sièges (deux sièges dans 26 États bleus en théorie), auxquels s'ajoutent 5 sièges dans des États rouges, soit 57 sièges, dont il faut soustraire 8 sièges (7 GOP dans des États bleus et un siège d'avance dans un État violet) : on retombe bien sur les 49 sièges occupés par les démocrates de janvier 2018 à janvier 2019.

Qu'ont fait les républicains le 6 novembre 2018 ? Ils ont fait coïncider les États rouges en pratique avec la théorie : victoire dans le Dakota du Nord et le Missouri. Mais ils ont aussi gagné un

second siège d'avance dans un État violet, l'Indiana. Enfin, ils ont fait passer un État bleu en théorie, mais violet en pratique, en totalement rouge : la Floride.

En 2020, il n'y aura que deux sortants républicains dans des États bleus : Susan Collins dans le Maine et Cory Gardner dans le Colorado. La première est très populaire et prend régulièrement ses distances avec Trump – elle semble indéboulonnable. Le second, qui avait battu par surprise le sortant Mark Udall en 2014, semble plus menacé.

Les démocrates, eux, devront batailler ferme pour faire réélire Doug Jones dans un des États les plus républicains du pays, l'Alabama. Conjointement à un scrutin présidentiel, donc avec une forte mobilisation républicaine, cela semble peine perdue. Et si Trump met l'accent sur le Minnesota, Tina Smith, réélue le 6 novembre 2018 pour deux ans, peut également être une cible de choix pour le GOP. Jeanne Shaheen, élue du New Hampshire, est aussi potentiellement en danger.

Les démocrates, eux, ont très peu de conquêtes possibles : le siège de l'Iowa, qu'ils avaient perdu en 2014, semble hors de portée. Celui de Caroline du Nord semble plus accessible. Enfin, ceux du Kentucky et de Géorgie, qu'on aurait pu imaginer compétitifs jusqu'à la veille du 6 novembre 2018, sont repartis dans la colonne des sièges sûrs pour les républicains.

Le seul élément positif de cette campagne, pour les démocrates, est d'avoir vu émerger une nouvelle génération de candidates et candidats, dont on retiendra principalement trois noms : Beto O'Rourke (Texas), Stacey Abrams (Géorgie) et Andrew Gillum (Floride). Ils seront incontournables en 2020 et en 2024 (car Donald Trump sera réélu dans deux ans[[La réélection de Trump ne fait aucun doute suite à ces *midterms*. Les démocrates ont donc deux ans pour renverser la vapeur, trouver une dynamique et créer la surprise en novembre 2020.]]). Du côté républicain, Donald Trump s'est peut-être découvert un dauphin – cela pourrait en effet difficilement être son vice-président, Mike Pence : il aura 65 ans en 2020, représente l'*establishment* du parti et ne crée pas l'engouement. Retenez bien le nom du nouveau sénateur du Missouri, Josh Hawley. Si le GOP devait trouver un successeur digne de Trump en 2024 (et réaliser à nouveau ce qu'ils sont parvenus à faire en 1988, c'est-à-dire gagner une troisième présidentielle consécutive), c'est pour l'instant lui le mieux placé.

C'est d'ailleurs auprès de lui que Trump a choisi de finir sa campagne pour les *midterms* et ce n'est pas anodin.